

## Conférence de presse de rentrée sociale 23 septembre 2021

### Intervention de Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss

#### ***Le social, grand absent de la relance !***

Cette conférence de presse de rentrée sociale est toujours l'occasion de tirer un bilan de l'action menée dans notre secteur social, médico-social et sanitaire durant l'année écoulée et d'envisager les pistes pour la période à venir.

Bien évidemment, notre pays a été marqué cette année, comme le monde entier, par la **pandémie** et ses conséquences pour nos concitoyens.

Le secteur hospitalier, sous très haute tension, a tenu ; les établissements sanitaires non lucratifs ont contribué à l'effort commun en créant des partenariats et des synergies qu'il ne faudra pas oublier lorsque la crise sera terminée ou tout au moins très fortement atténuée.

La protection sociale a été préservée y compris dans le champ médico-social, grâce à un « *quoi qu'il en coûte* » en rupture avec la gestion comptable du « monde d'avant », trop souvent déconnectée des besoins et des réalités ; nous saluons bien sûr ce choix qui a permis de soutenir les ménages, les entreprises, les associations dans cette crise inédite et d'éviter de nombreuses conséquences dramatiques.

#### **Le gouvernement saura-t-il tirer les enseignements profonds de cette crise ?**

Rappelez-vous, **dès le début du mandat présidentiel** nous pointions une approche des dossiers essentiellement sous l'angle économique, ainsi que des mesures de court terme sans vision globale ni transversale. Nous constatons aussi que les nombreuses « concertations » annoncées et organisées n'étaient en réalité que de simples « consultations », le gouvernement ne retenant quasiment aucune de nos remarques ou suggestions.

La volonté de se passer des corps intermédiaires (syndicats, unions ou fédérations d'associations), assimilés à « l'ancien monde », était manifeste et si à mi-mandat une inflexion s'est amorcée, la crise sanitaire n'a pas permis de poursuivre dans cette voie.

**Allons-nous donc retourner au « monde d'avant »** et vite oublier cette parenthèse en reprenant les dossiers et orientations là où ils se trouvaient il y a 18 mois, au coup par coup, au cas par cas, sans une réflexion sur les **nécessaires réformes structurelles à conduire ?**

**Les premiers signes d'inquiétude percent déjà** quant à ce risque. On peut notamment citer le retour de l'application de la réforme du chômage dès le mois prochain, qui va pénaliser les travailleurs précaires, l'abandon en rase-campagne de la loi Autonomie, l'absence de prise en considération des plus démunis, laissés sur le bord de la route, les hésitations sur une aide aux jeunes et ses conditions d'obtention, les mesures d'économie scandaleuses sur l'AAH (déconjugalisation), ou encore la protection « sécuritaire » de l'enfance...

La **lutte contre la pauvreté et l'exclusion**, dont les associations ont salué la priorité accordée à la petite enfance, s'est révélée être elle aussi une victime de la crise, en passant sous les radars de l'action publique, comme le déplore le Comité de suivi de cette politique dans son dernier rapport d'étape.

Les **minimas sociaux**, dont la crise a permis de mesurer l'extrême limite pour faire face au coût de la vie, ne sont et ne seront pas relevés. Nous y voyons une posture dogmatique et une position archaïque du gouvernement qui considère que ces aides constituent un frein au retour du travail ou à la formation, comme si nous vivions dans une société offrant emploi à quiconque sait le chercher...

La reconnaissance du bout des lèvres du manque d'ambitions et de résultats dans la **politique de construction de logements** et plus particulièrement de logements accessibles, est révélatrice d'une vision singulière des pouvoirs publics.

Ainsi, le plan de relance n'a intégré aucune mesure visant la construction, n'abordant l'habitat que sous l'angle de la nécessaire rénovation thermique, sans mesurer la crise de l'offre sur notre territoire. C'est oublier que le logement est précisément une mesure d'investissement et de structuration de notre société. Espérons que des propositions de la commission Rebsamen parviennent à relever une partie non négligeable de ce défi.

L'analyse objective de la crise, des conditions des moyens de lutte, de prévention et d'accompagnement des personnes qui la subissent, permettra-t-elle de s'extraire des visées prioritairement axées sur les économies dans les domaines sanitaires, médico-sociaux et sociaux ?

**Le secteur associatif continue à osciller entre des espérances et désespérance** comme évoqué lors d'une rentrée sociale précédente.

**La reconnaissance de l'indispensabilité des métiers du soin, des relations humaines, d'accompagnement des populations fragiles, est fondamentale.**

Pas exclusivement sur le plan salarial, même si cet aspect est primordial, mais aussi dans la valorisation de ces métiers, des possibilités d'évolution de carrière.

Les personnels soignants ont été applaudis et le **Sécur de la santé** a amorcé des améliorations, mais en occultant des pans entiers comme celui de l'aide à domicile dont les primes et revalorisations n'ont été obtenues qu'à l'issue d'âpres combats. De surcroît, les associations n'ont pas encore l'assurance de la prise en compte de ces mesures dans leur budget, alloué le plus souvent par des collectivités territoriales, pour mener à bien ces missions.

**Quid des oubliés de ces dispositions ?** Je pense aux travailleurs sociaux, dont une bonne partie se sont retrouvés en première ligne, aux catégories professionnelles du *Care* n'exerçant pas dans les milieux hospitaliers, aux salariés de l'aide à domicile, dont le travail partiel ne les amène même pas à hauteur du SMIC...

Des rattrapages peuvent encore être envisagés mais nous savons que nous entrons dans une période où les échéances électorales vont peser dans les débats qui vont s'engager.

Les premières esquisses nous inquiètent car elles se focalisent sur la sécurité, sur le pouvoir d'achat - mais principalement des seuls travailleurs - sur l'écologie, dont nous sommes persuadés qu'elle ne peut se dissocier du social. C'est d'ailleurs la raison de notre participation active au Pacte du pouvoir de vivre regroupant des syndicats, des mutuelles des associations environnementales, des associations de solidarité et celles de démocratie citoyenne autour de propositions communes, convergentes, après de longs et riches débats.

L'Uniopss portera également cette ambition lors de son **34<sup>e</sup> Congrès, programmé les 13 et 14 janvier 2022 à Rennes**. Notre objectif est de démontrer que les associations restent un vecteur essentiel de l'innovation, de la vie démocratique et de la dignité de chacun. Nous déplorons un manque de vision d'une société autre que celle d'un libre échange, d'une commercialisation généralisée, d'une productivité dont nous serions davantage conscients de l'utilité si nous en comprenions le sens et l'intérêt pour chacun.

A l'approche d'échéances électorales, notre enjeu sera ainsi de proposer un **projet de société** respectant nos valeurs et notre vision d'un futur basé sur le partage et la recherche d'un vivre ensemble apaisé et solidaire.

**Patrick Doutreligne**  
**Président de l'Uniopss**